

HEBDO DE L'INCLUSION FINANCIERE

Du 14 au 20 Novembre 2019

INCLUSION FINANCIERE

BCEAO : Ouverture de la deuxième édition de la semaine de l'inclusion financière dans l'UEMOA, à Dakar



L'innovation technologique est au cœur de la 2e édition de la semaine de l'inclusion financière dans l'espace l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ouverte ce lundi 18 novembre, au siège de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Avec comme thème "la digitalisation au service de l'inclusion financière : Enjeux pour le secteur financier dans les États membres de l'UEMOA", la semaine de l'inclusion financière vise donc à promouvoir la finance inclusive dans les pays de l'UEMOA.

En parfaite cohérence avec le thème, les travaux de la semaine de l'inclusion financière vont tourner autour des enjeux de la digitalisation des services financiers.

Les réflexions "seront axées sur le rôle important de l'innovation technologique dans l'inclusion financière ainsi que les défis à relever par le régulateur et l'ensemble des parties prenantes pour une meilleure protection du consommateur des services financiers", a dit le Gouverneur de la BCEAO, Tiémoko Meyliet Koné dans son allocution.

La thématique de la digitalisation est devenue incontournable; car les avancées technologiques ont fini d'influencer grandement les comportements des utilisateurs des services financiers.

"La révolution numérique que nous vivons aujourd'hui impacte structurellement le comportement des usagers des services financiers sous l'influence des facteurs combinés de la réglementation et des évolutions des modèles d'affaires qui sont mises en œuvre. Les administrations et les institutions financières sont donc appelées à intégrer ces innovations au niveau de leur processus afin de mieux répondre aux besoins d'une clientèle dont le mode de consommation a connu de profondes mutations", a expliqué le gouverneur.

Représentant le Conseil des ministres de l'UEMOA, le ministre sénégalais des Finances et du Budget, Abdoulaye Daouda Diallo, a noté le caractère actuel de la thématique de cette deuxième édition de la Semaine de l'inclusion financière. "La

transformation numérique est un sujet d'actualité aussi bien pour les économies développées que pour les pays émergents et en voie de développement", a soutenu Abdoulaye Daouda Diallo.

De grandes mutations touchent actuellement le secteur financier avec l'importance de plus en plus conséquente des solutions technologiques.

"(...) Notre environnement se trouve dans une phase de mutations accélérée vers une économie ouverte et connectée, caractérisée par l'arrivée de nouveaux acteurs tels que les FinTech, les géants de l'internet et du mobile (...) Ces intervenants d'un genre nouveau ont bouleversé l'écosystème financier ainsi que le mode de fonctionnement habituel des institutions financières, des pouvoirs publics, des entreprises, des organisations et des populations", a ainsi indiqué le ministre sénégalais des Finances et du Budget.

La semaine de l'inclusion financière va se dérouler jusqu'au 23 novembre 2019. À la suite des deux premières journées (18 et 19 novembre) qui vont avoir lieu au siège de la BCEAO à Dakar, les Directions nationales des 8 pays de l'UEMOA vont prendre le relais.

Sources : Abidjan.net du 18 Novembre 2019

Lancement du projet "Crédit Soutrali" - Le Ministre Souleymane Diarrassouba rappelle l'importance de la carte de commerçant pour la modernisation du commerce en Côte d'Ivoire



Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, a présidé la cérémonie de lancement du projet "Crédit Soutrali", le jeudi 14 novembre 2019, à son cabinet, à l'immeuble Postel 2001 au Plateau. Cette cérémonie lui a servi de prétexte

pour rappeler l'importance de la carte de commerçant pour la modernisation du secteur du commerce en Côte d'Ivoire.

« Cette carte devrait permettre de répondre, in fine, aux besoins des commerçants pour développer une connectivité des services offerts et de dynamiser ainsi le secteur du commerce en Côte d'Ivoire », a-t-il d'emblée situé. Puis, il a rappelé que la carte de commerçant a été initiée en vue d'encourager la politique de formalisation et de modernisation du secteur commercial.

Ainsi, cette carte devrait permettre de répondre aux besoins des commerçants, de sorte à dynamiser le secteur du commerce en Côte d'Ivoire, à travers la connectivité des services offerts. « En effet, cette carte ouvre la porte à d'énormes opportunités, notamment en termes de crédit, de couverture sociale de retraite, d'assurance et des risques divers liés à l'activité commerciale », a poursuivi le Ministre Souleymane Diarrassouba.

« Voyez-vous, le monde du commerce constitue un pilier important pour les activités économiques en Côte d'Ivoire et le commerce a contribué, en 2017 pour 8,8% au PIB et en 2018 pour 10,6%. Les perspectives de 2019 s'élèvent à environ 11%. Cela veut dire que le commerce est dans un train totalement positif qui permet de consolider notre position au niveau du Produit Intérieur Brut », a-t-il souligné. A juste titre, il a salué le partenariat entre le groupement Oneci-Unitek et l'Unacoopec-Ci et a félicité toutes les équipes aussi bien du ministère, du groupement, que de la Chambre de Commerce qui ont contribué à l'aboutissement du projet "Crédit Soutrali" doté d'une enveloppe de 4 milliards Fcfa mise à la disposition des commerçants. Evidemment, ce projet contribuera à faciliter la migration de l'informel vers le formel dans le secteur du commerce en Côte d'Ivoire. Dans la foulée, il a invité les banques et les institutions de microcrédits à soutenir le projet de la carte de commerçant qui a un impact direct sur l'inclusion financière et le taux de bancarisation qui se situe à 18%. « Je pense que cela est dans l'intérêt de ces institutions, parce que notre cible c'est environ 3 millions de nouveaux clients que sont les commerçantes et les commerçants. C'est une véritable opportunité pour que cet effet de masse puisse profiter au développement de leurs activités », a indiqué le Ministre en charge du Commerce.

Rappelons que la signature de convention de contrat pour le projet "Crédit Soutrali" s'est effectuée entre l'administrateur provisoire de l'Unacoopec-Ci, Issiaka Savané, du Directeur général de l'Oneci, Djakalidja Konaté et du Directeur général de l'Unitek, Body Hamidou. Etaient aussi présents le président de la Fenac-Ci, Farikou Soumahoro et du Secrétaire exécutif du Comité de concertation Etat-secteur privé, Mariam Fadiga Fofana.

Sources : Abidjan.net du 15 Novembre 2019

Le taux d'inclusion financière dans l'UEMOA est passé de 47,0% en 2016 à 57,1% à fin 2018 (BCEAO)

Le taux d'inclusion financière dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine a connu une hausse importante depuis 2016. C'est une des leçons à tirer des efforts faits pour promouvoir la finance inclusive dans l'Union.

À l'ouverture de la Semaine de l'inclusion financière, ce lundi 18 novembre 2019, au siège de la BCEAO, à Dakar, le Gouverneur Tiémoko Meyliet Koné a fait état des bons chiffres de l'inclusion financière dans l'UEMOA. Mais la BCEAO ne compte pas s'en arrêter-là.



"Le taux d'inclusion financière est ressorti à 57,1 % à fin 2018, contre 47,0 % en 2016, soit une augmentation de plus de 10 points de pourcentage", a indiqué le Gouverneur Tiémoko Meyliet Koné.

La progression intéressante de l'inclusion financière dans l'UEMOA est largement soutenue par les services financiers offerts par les technologies de la

téléphonie mobile. Ainsi, les comptes de monnaie électronique et les transactions se sont considérablement accrus dans la zone. Les chiffres en témoignent.

"Ces avancées notables sont portées essentiellement par la contribution des services financiers via la téléphonie mobile dont le taux d'utilisation ressort à 34,0 % en 2018. Cet apport de la monnaie électronique s'est traduit dans l'UEMOA par une augmentation du nombre de comptes de monnaie électronique ouverts, qui s'est situé à plus de 62,9 millions en 2018 contre 18,2 millions en 2014. Le nombre de transactions, quant à lui, est passé de 0,3 milliard en 2014 à 1,9 milliard en 2018, soit de 3.760 milliards de FCFA à 23.534 milliards de FCFA", a détaillé le Gouverneur.

L'inclusion financière dans l'UEMOA va être davantage portée par le numérique et les initiatives gouvernementales en faveur de la digitalisation. "Les évolutions perceptibles de l'écosystème financier de notre Union indiquent que les progrès en matière d'inclusion financière seront tirés notamment par les paiements numériques, les politiques gouvernementales de digitalisation et le développement des services financiers de seconde génération via la téléphonie mobile", a par ailleurs révélé M. Koné.

Et ces perspectives heureuses dans le processus d'inclusion financière portées par le numérique et la téléphonie sont confirmées par des études menées par la BCEAO. "Ces projections sont corroborées par les résultats des récents travaux menés par la Banque Centrale pour la construction d'un indice synthétique d'inclusion financière pour les pays de l'UEMOA. Indice qui révèle d'ailleurs que les perspectives d'amélioration de l'inclusion financière résident dans l'exploitation des opportunités offertes par les nouvelles technologies", a indiqué le Gouverneur de la BCEAO.

Le coup d'envoi de la deuxième édition de la Semaine de l'inclusion financière a été donné, ce lundi, par le ministre sénégalais des Finances et du Budget Abdoulaye Daouda Diallo, représentant le Conseil des ministres de l'UEMOA.

Le thème de cette édition de la Semaine de l'inclusion financière est : "la digitalisation au service de l'inclusion financière : Enjeux pour le secteur financier dans les États membres de l'UEMOA".

Les activités vont se poursuivre jusqu'au 23 novembre 2019. Elles se dérouleront simultanément au siège de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar et dans les différentes directions nationales des 8 pays de l'UEMOA.

Sources : Abidjan.net du 19 Novembre 2019

Semaine de l'inclusion financière - Les administrations et les institutions financières appelées à une intégration des innovations technologies



Le Gouverneur de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), Tiémoko Meyliet Koné appelle les administrations et les institutions financières à intégrer les nouvelles technologies.

« La révolution numérique que nous vivons aujourd'hui impacte structurellement les comportements des

usagers des services financiers », a indiqué M. Meyliet Koné à l'ouverture, lundi, de la deuxième édition de la Semaine de l'inclusion financière organisée par la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au siège de l'institution à Dakar à Sénégal.

Pour ce faire, il a rappelé qu'une conférence internationale sur les entreprises de technologie financière appelées Fintech a été organisée en collaboration avec la Banque mondiale, les 30 et 31 octobre 2019, pour mieux apprécier les liens entre les nouvelles technologies financières et l'inclusion financière.

Cette édition ouverte, autour du thème central « La digitalisation au service de l'inclusion financière : enjeux pour le secteur financier et les Etats membres de l'Uemoa », va permettre d'aborder les risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies financières ainsi que les mesures à mettre en œuvre pour protéger les consommateurs des services financiers.

Au programme de cette deuxième édition, plusieurs panels et un forum de haut niveau.

Dans les directions nationales, les activités s'étendront du 20 au 23 novembre pour des ateliers nationaux sur la digitalisation des paiements des Etats et des chaînes de valeurs agricoles ainsi que sur les innovations en matière de services financiers.

Des sessions de sensibilisation sur l'éducation financière et la protection des consommateurs seront organisées dans les Etats.

La semaine sera clôturée par une foire sur l'inclusion financière dans les huit Etats membres.

Sources : AIP du 19 Novembre 2019

Des investisseurs chinois attirés par le secteur des paiements mobiles en Afrique engagent 120 millions \$ au profit de la fintech Opay



Des investisseurs chinois dont les capital-risqueurs (Sequoia Capital China, GSR Ventures, Source Code Capital, GaoRong Capital) et Meituan-Dianping, une entreprise spécialisée dans la distribution, ont conjointement engagé 120 millions \$ dans le capital de la fintech Opay.

Fondée en 2018 par la société norvégienne Opera Software, Opay est une plateforme qui opère au Nigeria dans le secteur de la fourniture des services de paiement mobile. L'entreprise propose parallèlement des services de distribution de repas à la demande, de transport et de microcrédits.

Cette levée de fonds servira à soutenir l'expansion de la fintech au Nigeria, mais aussi au Kenya, en Afrique du Sud et au Ghana. Ces quatre économies africaines ont été sélectionnées en raison de leur « *écosystème technologique favorable* », a commenté Yahui Zhou, CEO d'Opay.

Cette récente mobilisation porte à 170 millions \$, le total des financements levés par Opay depuis le début de l'année 2019. En juin 2019, la plateforme de paiement avait obtenu 50 millions \$ d'un consortium d'investisseurs constitués majoritairement de firmes chinoises.

A travers Opay, le développeur de logiciels Opera poursuit l'implémentation de ces projets de croissance en Afrique. Au Nigeria, la firme norvégienne prévoit d'élargir son portefeuille de produits au-delà des applications mobiles en se renforçant dans les services de paiement et en introduisant des plateformes numériques dédiées aux PME.

Sources : Agence Ecofin du 19 Novembre 2019

Inclusion financière - La BCEAO en mode «fast track» préconise 5 points clefs



La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a procédé, lundi 18 novembre, à l'ouverture de sa deuxième édition de la semaine de l'inclusion financière axée sur le thème central : «la digitalisation au service de l'inclusion financière : enjeux pour le secteur financier et les États membres de l'UEMOA».

L'objectif principal de cette rencontre est de réunir l'ensemble de l'écosystème financier afin de discuter des questions relatives au numérique notamment, à la digitalisation.

Pour cette deuxième édition, la BCEAO a décidé d'accélérer la cadence en s'appuyant sur 5 leviers essentiels pour la réussite de l'inclusion financière.

Il s'agit de mettre en place une réglementation proactive, de promouvoir l'éducation financière, d'adopter de nouvelles stratégies pour inciter les acteurs du secteur informel à se bancariser. D'accélérer le processus de la stratégie de l'inclusion financière des pays membres de l'union.

Et, enfin, de mettre en place de nouvelles réformes pour protéger les consommateurs face à l'évolution fulgurante de la digitalisation.

Sur cette base, les acteurs regroupant banquiers, opérateurs, directeurs de services centraux, agents des ministères et établissements publics ...vont se pencher, du 18 au 23 novembre, sur la problématique du numérique notamment la digitalisation.

À travers plusieurs panels, les cadres de haut niveau vont également aborder les enjeux, défis et opportunités de la digitalisation.

Les participants feront un état des lieux de la première édition. Et ensuite ils donneront d'autres pistes de solutions pour la réussite de l'inclusion financière, projetée à un taux de 75% d'ici 2020.

Le gouverneur de la BCEAO, Tiémoko Meyliet KONE, est formel: le processus d'inclusion financière doit s'inscrire dans une nouvelle phase d'accélération après les premières étapes de mise en œuvre.

Faisant l'état des lieux de la première édition, le patron de la BCEAO a constaté que les recommandations issues de celle-ci ont permis à certains pays de l'union d'engager des réformes d'envergure.

Ces réglementations ont permis aux Etats de concourir à la création d'un écosystème favorable à l'inclusion financière.

En guise d'exemple, le gouverneur a évoqué l'ouverture à tous les partenaires de services financiers dans certains pays de la technologie permettant de changer les données dans les régions de télécommunications, communément appelée canal USSD.

En outre, le gouverneur a informé que des avancés sont notées dans l'élaboration des stratégies nationales d'inclusion financières dans les 8 pays membres de l'UEMOA.

Les récents travaux de la banque centrale révèlent que la construction d'un indice synthétique d'inclusion financière pour les pays de l'UEMOA est primordiale.

Cet indice révèle d'ailleurs que les perspectives de l'amélioration financière résident dans l'exploitation des opportunités offertes par les nouvelles technologies.

Pour le ministre sénégalais des Finances et du Budget, Abdoulaye Daouda Diallo, cette nouvelle plate-forme d'échange entre les acteurs de l'écosystème économique et financier donne une nouvelle impulsion pour accélérer la dynamique de la transformation du marché.

La transformation digitale revêt une importance cruciale aussi bien pour les pays développés que pour les émergents, a rappelé l'argentier de l'Etat. Selon les statistiques de la BCEAO, le taux d'inclusion financière s'est accru de 20 points de pourcentage entre 2014 et 2018, pour s'établir à 57,1%.

Les services financiers via le téléphone mobile ont contribué de manière significative à l'amélioration de ce taux avec un apport substantiel de 34% en 2018.

Concernant, l'indice synthétique d'inclusion financière, il s'est accru de 0,06 point entre 2017 et 2018 pour se situer à 0,443, sur une échelle comprise entre 0 et 1 (dernier rapport de la BCEAO sur l'inclusion financière).

Une performance liée aux efforts déployés dans l'Union par l'ensemble des acteurs pour rendre les services financiers plus accessibles aux populations.

Sources : Financial Afrik du 18 Novembre 2019

BANQUE – FINANCE – ECONOMIE

BHCI - Le gouvernement décide d'annuler l'opération de cession de ses parts et reprend en main le contrôle de la banque (Officiel)



Le gouvernement ivoirien a annoncé, mercredi soir dans un communiqué dont Abidjan.net a reçu copie, l'annulation de l'opération de cession de ses parts entreprise au niveau de la BHCI et la reprise en main du contrôle de ladite banque.

«Suite aux conclusions des travaux de la Commission Bancaire et des Commissaires aux Comptes relativement à la gestion de la BHCI et face aux

difficultés persistantes que connaissent les déposants et partenaires de l'Etablissement dans l'accomplissement de certaines opérations courantes, le Gouvernement a décidé, d'un commun accord avec le reprenneur, la société Westbrige Mortgage Reit, d'annuler l'opération de cession de ses parts, et de reprendre en main, le contrôle de la Banque », indique le texte.

Le gouvernement a également tenu à rassurer les déposants et l'ensemble des usagers de la Banque, de la continuité des activités de la BHCI.

Ainsi, toutes les mesures nécessaires seront-elles prises, en vue de préserver les intérêts de la clientèle et de permettre à la BHCI de retrouver son fonctionnement normal, assure le gouvernement.

Sources : Abidjan.net du 14 Novembre 2019

Ecobank Côte D'Ivoire renforce ses plateformes de banque en ligne pour sa clientèle entreprise



Ecobank Côte d'Ivoire, filiale d'Ecobank Transnational Incorporated, a présenté à ses clients ce jour lors d'un petit-déjeuner au Palm Club Hôtel les dernières versions de ses plateformes de banque en ligne. Ce sont des Plateformes en ligne sécurisées,

de dernière génération fournie par Ecobank à sa clientèle entreprise pour leur permettre d'effectuer en toute autonomie tout type de transactions.

Le Directeur Général d'Ecobank Côte d'Ivoire, Paul-Harry Aithnard, a expliqué que « les plateformes OMNI PLUS et OMNI LITE sont une révolution en matière de Banque en ligne avec plus de convivialité, de rapidité et surtout de sécurité pour les transactions des clients ».

En effet, chacune de ses plateformes, s'adressant à des cibles bien définies que sont les Petites, Moyennes et Grandes Entreprises, est le résultat d'une évolution technologique rassemblant sécurité et facilité d'usage pour ses clients.

Détaillant les avantages des plateformes, Paul-Harry Aithnard a expliqué « OMNI PLUS et OMNI LITE permettent aux clients d'avoir entre autres, un accès en temps réel à tous leurs comptes, d'initier toutes leurs transactions bancaires électroniquement de façon simple et efficiente, d'automatiser le traitement des transactions et d'optimiser la gestion financière des clients. »

Les plateformes OMNI PLUS et OMNI LITE ont en outre l'avantage d'être disponibles via internet autant sur l'ordinateur que sur le téléphone mobile avec une expérience client identique afin de faciliter les transactions.

Pour une prise en charge efficace, Ecobank Côte d'Ivoire, par le biais de son département Transactions Services Group (TSG) se tient à la disposition des clients pour leur apporter toute assistance nécessaire.

Marché de la dette publique - Le groupe BCP lève 300 millions d'euros en faveur de l'Etat de Côte d'Ivoire



Le groupe Banque Centrale Populaire (BCP) et l'État de Côte d'Ivoire ont signé, ce mercredi 13 novembre, un protocole d'accord portant sur une mission de conseil pour l'optimisation de la gestion de la dette publique et une levée d'un emprunt obligataire d'environ 300 millions d'euros.

L'accord entre les deux Parties a été signé par M. Adama COulibaly, Ministre de l'Économie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire, et par M. Kamal MOKDAD, Directeur Général de la BCP et de l'International.

Ce dernier a exprimé toute sa joie de mettre en œuvre cet accord avec le gouvernement ivoirien. « Nous sommes très heureux d'officialiser aujourd'hui un accord à portée stratégique pour la Côte d'Ivoire sur son marché de la dette. Ce mandat, qui vient renforcer un partenariat historique et durable, bénéficiera de l'expertise internationale du groupe Banque Centrale Populaire en matière de levée de fonds, et notamment à travers des mécanismes de captation de nouvelles catégories d'investisseurs », a déclaré M. Kamal Mokdad.

Cette levée de fonds qui s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique 2025 du marché ivoirien de la dette publique, sera portée par le consortium Upline Corporate Finance et Atlantique Finance, banques d'affaires du groupe BCP respectivement au Maroc et en Côte d'Ivoire.

Sources : Abidjan.net du 14 Novembre 2019

BRVM - Le trésor ivoirien émet sur le marché boursier régional deux emprunts obligataires de plus de 134 milliards de F Cfa

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique a procédé ce jeudi 14 novembre à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) à la première cotation de l'Emprunt Obligataire à deux tranches dénommé TPCI 5,75 % 2019-2026 et TPCI 6,00 % 2019-2029.



Émis du 25 février au 15 mars 2019 sur le marché financier régional, cet Emprunt d'un montant indicatif de 75 milliards de FCFA, a permis à l'Etat de Côte d'Ivoire de mobiliser un montant total de 134,01 milliards de FCFA à raison de 102,48 milliards pour la première tranche et 31,53 milliards pour la seconde; soit, un taux de réalisation de 107 %.

La cérémonie de cotation, organisée en collaboration avec la BRVM et les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI), a consacré l'admission en bourse des titres issus de cet Emprunt sous les symboles TPCI. O33 et TPCI. O34.

À travers la cotation en bourse, Trésor Public entend, par le biais de la BRVM, donner la possibilité aux investisseurs qui désirent acquérir ou céder des titres de le faire dans des meilleures conditions avec une garantie de liquidité nécessaire à la couverture de leurs besoins.

Yoboué Antoine, Conseiller Technique, représentant le Directeur Général (DG) du Trésor et de la Comptabilité Publique a traduit ses remerciements au nom du directeur général, aux acteurs du marché pour leur engagement aux côtés du Trésor Public. Aussi a-t-il indiqué « les ressources mobilisées sur le marché régional et international est de 97,48 % de l'objectif annuel de mobilisation. Avec vous, nous sommes rassurés que l'objectif sera atteint »

Par ailleurs, le Trésor Public s'est engagé dans la modernisation de la gestion de la dette de l'Etat à travers une gestion active matérialisée par des opérations de rachats, de remboursements anticipés et de reprofilage de titres publics.

Sources : Abidjan.net du 15 Novembre 2019

Hausse de 4,8% du résultat net de BOA Côte d'Ivoire au troisième trimestre 2019

Le résultat net de de la Bank Of Africa (BOA) Côte d'Ivoire, filiale du groupe bancaire du même nom, a connu une hausse de 4,8% à l'issue du troisième trimestre 2019 comparé à la même période de 2018, ont annoncé les dirigeants de cet établissement bancaire basé à Abidjan.

Communication
ATM



Ce résultat net est passé de en effet de 9,118 milliards de FCFA au 30 septembre 2018 à 9,556 milliards de FCFA au 30 septembre 2019, soit une augmentation de 438 millions de FCFA. Pour sa part, le produit net bancaire (PNB) est en

hausse de 10,6% à 26,040 milliards de FCFA contre 23,553 milliards de FCFA un an auparavant. Les dirigeants de la BOA Côte d'Ivoire imputent cette embellie à « une forte croissance des commissions ».

Durant la période sous revue les concours nets accordés par la banque à sa clientèle ont progressé de 10,8% atteignant 298,463 milliards de FCFA contre 269,336 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018. Quant aux ressources collectées par la banque, elles se sont accrues de 11,8% à 424,191 milliards de FCFA contre 379,398 au 30 septembre 2018.

De son côté, le résultat avant impôts connaît une progression de 9,4% à 10,006 milliards de FCFA contre 9,144 milliards de FCFA au 30 septembre 2018.

En perspectives pour le quatrième trimestre 2019, les responsables de la BOA Côte d'Ivoire avancent que « la tendance haussière au cours des neuf premiers mois de l'année devrait être maintenue au dernier trimestre ».

Sources : Financial Afrik du 18 Novembre 2019